

Colloque

Mozambique et canal du Mozambique : un espace à l'heure des opportunités et défis



20 avril 2018

8h30-17h30

Amphithéâtre Elie (UFR LSH)

Résumés

Programme

Ouverture du colloque Mozambique 2018 (8h30-9h00)

- Intervention du Vice-Président en charge de la recherche
- Intervention du Doyen de l'UFR Lettres et Sciences Humaines
- Intervention du Directeur de l'OIES

Tables thématiques

9h00-10h15

Table 1 : De la fabrique aux liens

Présidente : **Vilasnee Tampoe-Hautin**

Civilisation Britannique et du Commonwealth, Université de La Réunion

Participants

1. **Serge Bouchet** (Histoire, Université de La Réunion) : *La perception du canal du Mozambique et des régions bordières d'après les documents arabo-persans des X^e-XV^e siècles*
2. **Nathalie Noël-Cadet** (Information et Communication, Université de La Réunion) : *Patrimonialiser les traces d'un héritage culturel : les médiations culturelles d'une histoire entre le Mozambique et La Réunion*
3. **Thierry Malbert** (Sciences de l'Éducation, Université de La Réunion) : *L'observatoire de la parentalité de l'océan Indien : regards croisés sur les familles du Mozambique*

10h15-10h45 : Pause-café

10h45-12h00

Table 2 : Enjeux économiques et sociaux du Mozambique contemporain

Présidente : **Florence Pellegrin**

RI-LSH, Anglais, Université de La Réunion

Participants

1. **Fabrice Folio, Marie-Annick Lamy-Giner** (Géographie, Université de La Réunion) : *Le Mozambique des mégaprojets : croissance à l'international, clivages internes*
2. **Uacitissa Mandamule** (Présidente AFRAMO-CHS, Observatoire du Milieu Rural) : *Investissements fonciers à grande échelle, déplacements forcés et conflits dans le Nord du Mozambique*
3. **Martinho Pedro** (Anthropologie-Sociologie, Université Pédagogique, Mozambique) : *Quand les « traditions » piègent le développement du Mozambique*

12h00-14h00 : Repas CROUS

14h00-15h30

Table 3 : Champs politique et juridique au Mozambique

Président : **Rémi Barrué-Belou**

Droit public, Université de La Réunion

Participants

1. **Aurélio Miambo** (Anthropologie, Université Pédagogique, Mozambique - AFRAMO) : *La problématique des réfugiés et les modalités d'accès au droit d'asile au Mozambique (1975-2017)*
2. **Patrick Saerens** (Droit international IC-HEC Bruxelles, Université de Lorraine, avocat au barreau de Bruxelles) : *L'arbitrage au Mozambique : le difficile passage des textes à la pratique*
3. **Maria de Lurdes Mangueleze** (Sciences Politiques, IEP Bordeaux - AFRAMO) : *La construction de la pyramide de l'emprise de l'État par le Frelimo au Mozambique*
4. **Egídio Guambe** (Sciences Politiques, Université Eduardo Mondlane, Maputo - AFRAMO) : *Réformer l'administration pour renégocier la centralité de l'État : une analyse des municipalités de Beira, Mueda et Quissico (Mozambique)*

15h30-16h00 : Pause-café

16h00-17h15

Table 4 : Quand le canal du Mozambique convoque la géopolitique

Président : **Christian Bouchard**

Géographie-Environnement, Université Laurentienne (Sudbury, Canada)

Participants

1. **Pryia Bahadoor** (Doctorante Histoire – La Réunion, Université de Maurice) : *Le canal du Mozambique, l'espace aux enjeux multiples pour la France*
2. **Mita Manouvel** (Droit Public, Université de La Réunion) : *Les zones maritimes des îles françaises du canal du Mozambique*
3. **Annabel Céleste** (Doctorante Géographie, Université de La Réunion), **Erwann Lagabrielle** (Géographie, Université de La Réunion), **Christian Bouchard** (Géographie, Université Laurentienne) : *Maritimisation et géopolitique maritime : le cas du canal du Mozambique*

17h15-17h30 : Discours de clôture

Résumés

Table 1 : De la fabrique aux liens

1. **Serge Bouchet** (Histoire, Université de La Réunion)

La perception du canal du Mozambique et des régions bordières d'après les documents arabo-persans des X^e-XV^e siècles

Les textes des géographes arabo-persans décrivent les voyages et les échanges dans tout l'océan Indien ancien. La partie occidentale de l'océan et la côte africaine font l'objet de développements qui montrent l'intérêt des navigateurs et des marchands pour la région de la côte de Sofala. La communication rappellera la particularité du regard porté par les Arabo-Persans sur « l'ouest » de l'océan Indien puis elle s'attachera à analyser les informations recueillies dans ces textes sur les populations et les échanges économiques dans la zone du canal du Mozambique.

Mots-clés : océan Indien ancien, Zanj/Zendj, Sofala, Waklimi, Waq Waq, commerce, ambre, esclaves.



2. **Nathalie Noël-Cadet** (Information et Communication, Université de La Réunion)

Patrimonialiser les traces d'un héritage culturel : les médiations culturelles d'une histoire entre le Mozambique et La Réunion

L'histoire commune entre La Réunion et le Mozambique porte l'héritage des chocs et rencontres de flux de marchandises, d'hommes et d'idées lié à l'histoire coloniale dans la zone de l'océan Indien à partir du XVIII^e siècle. Cette histoire peu racontée et peu connue a pourtant participé au processus de créolisation à La Réunion. A partir de 2008, des études scientifiques ont inscrit les recherches sur la mémoire et le patrimoine partagés entre le Mozambique et La Réunion dans le cadre de « la Route des esclaves ». La recherche que nous proposons s'inscrit dans la continuité de ces travaux en posant la question des processus de patrimonialisation de cette histoire entre le Mozambique et La Réunion : quelles traces matérielles et immatérielles possédons-nous pour raconter le lien entre ces deux pays ? Participent-elles à un processus de patrimonialisation partagé entre les deux territoires ? Quels acteurs, cadres réglementaires à La Réunion et au Mozambique sont au cœur de la sauvegarde de ce patrimoine commun ? A partir de lieux de mémoire à La Réunion comme Le Lazaret, Le jardin de la Mémoire à l'île du Mozambique, L'embarcadère à Inhambane ou encore des objets tels que la musique, la danse, les rituels... l'ambition de questionner les processus de patrimonialisation en œuvre nous amène plus en détail à nous intéresser à la problématique des médiations culturelles élaborées : quels récits ? quels supports ?... peuvent mettre en lumière le processus de construction d'une mémoire collective entre La Réunion et le Mozambique ?

Mots-clés : Patrimoine, processus de patrimonialisation, mémoire collective, médiation culturelle.

3. **Thierry Malbert** (Sciences de l'Éducation, Université de La Réunion)

L'observatoire de la parentalité de l'océan Indien : regards croisés sur les familles du Mozambique

L'observatoire de la parentalité de l'océan Indien englobe au-delà des pays faisant partie de la COI, les pays de l'Afrique Australe dont le Mozambique. Créée depuis deux ans, cette structure fédérative qui porte la recherche sur les familles de l'océan Indien et l'appui aux pratiques sociales du soutien à la parentalité, permet d'obtenir une meilleure visibilité et une mise en lien propices aux croisements des connaissances et des résultats de recherches. Ces liens tendus entre nos rives, constitués au travers des huit antennes de l'observatoire, permettent aux chercheurs et praticiens de relier les familles de notre espace indianocéanique pour une meilleure coproduction des acteurs. L'état des lieux des recherches sur les liens familiaux entre le Mozambique et La Réunion en histoire, sociologie, anthropologie ou sciences de l'éducation montre l'intérêt de mieux connaître et comprendre nos racines communes dans la perspective d'un co-développement actif. Cette communication présentera l'état des lieux des analyses et les perspectives de développement construites à partir de l'observatoire de la parentalité de l'OI. Elle interrogera les interconnaissances entre le Mozambique et La Réunion, tant sur le plan de la recherche que sur le plan des politiques et stratégies du soutien à la parentalité.

Mots-clés : Observatoire, parentalité, développement partagé.



Table 2 : Enjeux économiques et sociaux du Mozambique contemporain

1. **Fabrice Folio, Marie-Annick Lamy-Giner** (Géographie, Université de La Réunion)

Le Mozambique des mégaprojets : croissance à l'international, clivages internes

Le Mozambique est un des dix États qui composent l'Afrique Australe. Ses rivages serpentent le long du canal du Mozambique, un couloir à forts enjeux. Le pays se démarque par un « comportement » ambivalent : il entre dans les habits d'un PMA, en se classant au 181^e rang de l'IDH en 2016, et en même temps il exhibe quelques enclaves de richesses, traduction d'un certain dynamisme économique. Presque une trentaine d'années après la fin d'une guerre fratricide, où affleurent encore quelques tensions rémanentes, le pays appelle à un bilan, en guise de point intermédiaire. Le Mozambique, dont le sous-sol regorge de richesses minières et naturelles, focalise l'attention des investisseurs étrangers. Les mégaprojets symbolisent les ancrages régionaux de cet intérêt grandissant. Ils arriment le Mozambique à la mondialisation. Pour autant, ils restent limités sur le territoire, renforçant par là-même les clivages régionaux. Nous présenterons ici trois d'entre eux : le pont de Catembe dans la capitale Maputo qui met l'Afrique du Sud à portée de voie ; le corridor de Nacala dans l'intérieur des

terres autour de l'exportation de charbon ; enfin la mise en exploitation des champs *offshore* de gaz naturel en ses contrées septentrionales.

Mots-clés : Mégaprojets, mondialisation, acteurs étrangers, ressources, corridor, charbon, gaz, tourisme.



2. **Uacitissa Mandamule** (Présidente AFRAMO-CHS, Observatoire du Milieu Rural)

Investissements fonciers à grande échelle, déplacements forcés et conflits dans le Nord du Mozambique

Au nord de la Zambézie, deux entreprises (Hoyo-Hoyo et Agromoz) se sont vues attribuer des grandes extensions de terres, les deux dans le but de cultiver le soja. La recherche empirique et des entretiens auprès des informateurs-clefs indiquent que ces occupations ont dégénéré en de graves conflits fonciers avec la paysannerie locale, dans la mesure où, dans les deux cas, des milliers de personnes ont été obligées de quitter leurs terres vers des communautés et districts proches, et ont été privées de leur principal moyen de subsistance, la terre. Des alliances avec les investisseurs sont faites par les élites locales liées aux systèmes du pouvoir, en même temps que des formes de manifestation comme des pétitions, des campagnes de revendication et de boycottages des plantations des entreprises émergent. Une description du régime de propriété foncière au Mozambique sera faite, et les principales constatations et analyses sur les deux études de cas seront présentées.

Mots-clés : Accaparement des terres, tenure foncière, déplacements, conflits, Mozambique.



3. **Martinho Pedro** (Anthropologie-Sociologie, Université Pédagogique, Mozambique)

Quand les « traditions » piègent le développement du Mozambique

Le Mozambique a été considéré comme l'un des exemples de réussite économique, peu après son adhésion aux institutions de Bretton Woods, et l'une des réussites de réconciliation politique du continent africain, après une guerre civile. Cependant, un examen plus attentif des mêmes réalités révèle que les soi-disant réussites ne progressent pas car, comme le soulignent certaines pratiques et certains éléments, contrairement au miracle asiatique dû au récurage des traditions comme l'un des facteurs de développement de certains pays (Huntington, 2006), dans le cas du Mozambique, la mobilisation de diverses traditions, historiquement formatées, est un facteur retardateur dans le développement de projets dans le cadre des politiques publiques du pays. Partant d'une lecture historique, le débat se centre sur la présentation des preuves factuelles de ce paradoxe mozambicain.

Mots-clés : Développement, histoire, tradition.



Table 3 : Champs politique et juridique au Mozambique

1. Aurélio Miambo (Anthropologie, Université Pédagogique, Mozambique - AFRAMO)

La problématique des réfugiés et les modalités d'accès au droit d'asile au Mozambique (1975-2017)

Au Mozambique, depuis l'abandon de l'idéologie internationaliste d'asile, les mécanismes d'accès à ce droit universel s'inscrivent dans le cadre des catégories de la pensée et modes d'action du HCR. Ces mécanismes, bien qu'ils respectent les textes internationaux et reposent sur l'idée d'un pays généreux, bon lieu d'accueil pour les réfugiés, montrent le contraire dans la pratique : les difficultés d'accès au droit d'asile, les restrictions d'entrée et la reconduction à la zone de provenance persistent – soit des pratiques qui indiquent la violation du non-refoulement – et de nombreux demandeurs d'asile restent de longues années sans le statut de réfugiés accordé par le gouvernement. Cette contradiction met en évidence la contribution mozambicaine dans le contexte global de crise du droit d'asile attribué de façon technocratique lorsque les questions sécuritaires se superposent à la logique d'assistance humanitaire ; les réfugiés vivent de façon ambiguë, en marge de la société, en se transformant en quasi citoyens, étrangers tolérés, indésirables et dépendants de l'assistance internationale qui perdure depuis plusieurs décennies.

Mots-clés : Asile, demandeurs d'asile, exil, migrations internationales, politique migratoire, réfugiés.



2. Patrick Saerens (Droit international IC-HEC Bruxelles, Université de Lorraine, avocat au barreau de Bruxelles)

L'arbitrage au Mozambique : le difficile passage des textes à la pratique

Le Mozambique a développé son arsenal juridique ces dernières années afin d'attirer les investisseurs. Dès 1999, le pays a intégré l'arbitrage dans différentes législations (loi sur le pétrole, les mines...). Il a également ratifié les conventions internationales et a signé une quinzaine de traités bilatéraux d'investissements qui accueillent cette justice « privée », présumée être plus efficiente et dont la confidentialité est un atout. Toutefois, ce mode de résolution des conflits est encore embryonnaire même si un centre d'arbitrage, le CACM, existe depuis 2001. De tradition civiliste, membre du Commonwealth, au croisement du continent et de l'océan Indien, le pays dispose d'atouts pour développer l'arbitrage d'autant que la justice publique y est lente. Si le terreau juridique est fertile, le défi à venir consistera à en récolter les fruits dans une perspective régionale.

Mots-clés : Arbitrage, convention bilatérale, justice, sécurité juridique.



3. **Maria de Lurdes Mangueleze** (Sciences Politiques, IEP Bordeaux - AFRAMO)

La construction de la pyramide de l'emprise de l'État par le Frelimo au Mozambique

Cette communication vise à expliquer comment se trame l'imbrication de l'État et du parti Frelimo. Deux développements aideront à l'expliquer. Le premier sera relatif à la doxa qui mène à la servitude volontaire des membres du parti. Domine dans l'opinion publique l'idée de l'impossibilité d'une séparation entre le Frelimo et l'État. En fait, depuis l'indépendance, le président de la République a toujours été aussi le président du parti. D'emblée, émergea dans l'opinion publique l'idée que le président du Frelimo ne commandait pas seulement son parti, mais également le pays. La seconde porte sur la manière dont le parti utilise en fait ses statuts pour étendre ses tentacules dans l'appareil de l'État, et par quels moyens il tente de contrôler le sommet de l'État. L'imbrication entre le parti Frelimo et l'État est consacrée dans les statuts du parti. La manne du parti accordée aux candidats aux postes d'autorité dans l'administration doit être rétribuée. Les chefs nouvellement désignés doivent montrer leur soutien au parti. De cette analyse, on retiendra que le parti se sert de ses statuts pour détourner la nature du pouvoir du président de l'État. La complaisance du président de la République envers le parti résulte d'une part de sa volonté d'obéir et d'autre part, de la force du parti pour l'y contraindre. On comprendra aussi comment le placement des membres de la commission politique aux postes ministériels détourne la nature même des hauts fonctionnaires en reléguant au second plan le critère de compétence pour ces cadres, pour mettre en avant celui de leur appartenance à la direction centrale du parti.

Mots-clés : Démocratisation, Parti-État, partis politiques.



4. **Egídio Guambe** (Sciences Politiques, Université Eduardo Mondlane, Maputo - AFRAMO)

Réformer l'administration pour renégocier la centralité de l'État : une analyse des municipalités de Beira, Mueda et Quissico (Mozambique)

Ces dernières années les États du Sud aussi bien que du Nord se sont engagés dans une succession de réformes des administrations qui semblent suivre les mêmes modèles. La plupart des lectures de ces réformes, dans le contexte des pays du Sud, notamment africains, ne cessent d'invoquer leur caractère imposé, auquel les soumettent les bailleurs de fonds. Ces réformes sont souvent présentées comme des échecs successifs. Cette communication se veut une lecture critique de ces réformes, de leur mise en œuvre et des pratiques résultant de leur apprentissage, comme modes d'exercice du pouvoir. À partir d'une restitution empirique de la mise en œuvre des réformes de décentralisation, notamment à travers le fonctionnement des municipalités (ville de Beira, bourgs de Mueda et Quissico), nous montrons que l'apprentissage d'une réforme est influencé par les trajectoires spécifiques des rapports entre État et Sociétés, dans les espaces de mise en œuvre. En combinant diverses approches de sociologie historique pour l'étude de l'administration à travers ces réformes successives, de sociologie de

construction de l'État et de sociologie de l'action publique, on défend la thèse que la réforme de l'administration, notamment décentralisatrice, en permettant une modification des modes d'articulation entre administration et citoyens, participe au redéploiement de l'État. En effet, les observations empiriques du fonctionnement quotidien des municipalités permettent de les voir comme de nouvelles arènes de diffusion et d'apprentissage entre État et administrés.

Mots-clés : Réforme de l'administration, formation de l'État, municipalités, mise en œuvre de l'action publique, apprentissage des réformes.



Table 4 : Quand le canal du Mozambique convoque la géopolitique

1. Pryia Bahadoor (Doctorante Histoire – La Réunion, Université de Maurice)

Le canal du Mozambique, l'espace aux enjeux multiples pour la France

Le canal du Mozambique est le détroit séparant le continent africain de Madagascar. C'est un espace aux enjeux multiples. Certains diraient même que le canal en question est, lui-même, un enjeu stratégique pour la France. La présence française est bien ancrée dans le canal du Mozambique à travers le département de Mayotte et les îles Eparses (Europa, Bassas da India, Juan de Nova et les îles Glorieuses) malgré leurs statuts incertains. Une des spécificités de ces îles est que leur souveraineté est revendiquée par plusieurs États indianocéaniques. Mayotte est revendiquée par l'Union des Comores tandis que Europa, Bassas da India, les îles Glorieuses et Juan de Nova le sont par Madagascar. Est-ce que la position stratégique de ces quatre îles Eparses et du département de Mayotte est suffisante pour expliquer la contestation entre la France et les deux acteurs en question dans le canal du Mozambique ou doit-on prendre en considération les changements introduits par la convention sur le droit de la mer pour comprendre l'aspect économique de la problématique ?

Mots-clés : canal du Mozambique, îles Eparses, souveraineté.



2. Mita Manouvel (Droit Public, Université de La Réunion)

Les zones maritimes des îles françaises du canal du Mozambique

Les quatre îles du canal du Mozambique font l'objet d'un conflit de souveraineté entre la France et Madagascar, conflit qui, dans l'état actuel des choses, est insusceptible d'être réglé par voie juridictionnelle. L'enjeu, au-delà des îles, est représenté par plus de 360 000 km² de zones économiques dans une région qui pourrait receler des ressources importantes en hydrocarbures. Seule une reconnaissance préalable par Madagascar de la souveraineté française sur ces îles ouvrirait à cet État l'accès à la procédure de conciliation obligatoire prévue par la Convention de Montego Bay. La commission de conciliation ne s'éloignerait pas radicalement des normes définies par les juridictions internationales en matière de disparité des longueurs de côtes et ses

conclusions, certes non obligatoires, ne sauraient être ignorées dans le cadre de l'inévitable délimitation ultérieure des zones maritimes franco-malgaches. Il en résulterait vraisemblablement une réduction importante des zones économiques françaises.

Mots-clés : Délimitations maritimes, enjeux, canal du Mozambique.



3. **Annabel Céleste** (Doctorante Géographie, Université de La Réunion), **Erwann Lagabrielle** (Géographie, Université de La Réunion) et **Christian Bouchard** (Géographie, Université Laurentienne) :

Maritimisation et géopolitique maritime : le cas du canal du Mozambique

Le canal du Mozambique est bordé par quatre États côtiers, soit Madagascar, le Mozambique, les Comores et la France pour Mayotte et quatre des îles Éparses. C'est une région où la maritimisation progresse rapidement depuis le début des années 2000, alors que les activités en mer s'intensifient et se multiplient, telles les activités liées aux ressources gazières, le trafic maritime et les trafics clandestins. L'exploitation des ressources marines, la sécurité maritime et la préservation des écosystèmes marins sont désormais au cœur des enjeux géopolitiques du canal, enjeux qui se déclinent notamment en termes de souveraineté (conflits territoriaux), de frontières maritimes (à délimiter), de gouvernance et de contrôle de l'espace marin. Ainsi nous nous intéressons dans cette intervention aux implications du phénomène de maritimisation en cours sur le contexte géopolitique régional.

Mots-clés : conflits territoriaux, géopolitique, gouvernance, maritimisation, ressources marines.



Notes

Notes

Notes

Contextualisation

À la suite du colloque fondateur de l'Association Franco-Mozambicaine (AFRAMO) de Sciences Humaines et Sociales tenu à Maputo en octobre 2016, les chercheurs de l'OIES (CREGUR-CRESOI), réunis dans la fédération de recherche OSOI, ont souhaité initier un colloque sur le Mozambique et le canal du Mozambique.

La vocation de cette manifestation est de permettre un rapprochement entre nos deux rives, en d'autres termes de jeter un pont scientifique entre le Mozambique et La Réunion.

Les chercheurs de l'Université de La Réunion ont acquis de nombreuses données sur un pays qui, bien que situé au rang des PMA (Pays les Moins Avancés), représente aujourd'hui en Afrique un nouveau succès économique.

Un colloque est l'occasion d'être une vitrine de ces travaux et le point de départ de fructueuses collaborations.

Champs d'interrogations

Territoire longiligne en forme de Y, État littoral pauvre, eldorado minier, les dénominations ne manquent pas pour désigner le Mozambique. Le pays, frontalier avec cinq États, s'étire sur 2 500 km, le long de l'océan Indien, dans le sud-est de l'Afrique australe. Plusieurs enjeux, mobilisant acteurs et ressources, concernent cet État en mutation et la zone maritime attenante. Ils invitent à un état des lieux :

- Les Zones Économiques Exclusives (ZEE), avec ce que cela suppose de rivalités géopolitiques régionales (eu égard aux découvertes d'importants gisements de gaz naturel, à quelques encablures du liseré côtier mozambicain).
- La question du développement économique et de la mise en valeur du territoire mozambicain, avec un essor économique récent s'opérant via des capitaux étrangers axés sur l'énergie, les minerais ou le tourisme (les « Mégaprojets »).
- La nature des inégalités de développement qui s'accroissent : si le PNB national pourrait quadrupler dans les dix prochaines années, 54,7% de la population mozambicaine vit toujours sous le seuil de pauvreté. Leurs répercussions sociales et sociétales sont dès lors intéressantes à traiter.
- Enfin la stabilité politique de ce pays en pleine transformation : entre étatsisme hérité de la période socialiste et ébauche de décentralisation nouvelle, le Mozambique reste tiraillé par des forces centrifuges puissantes, héritées de l'histoire, ré-exhumées par les enjeux économiques récents.

Une manifestation ouverte

Ce colloque doit permettre, dans un objectif d'interactions grandissantes et dans un souci pluridisciplinaire, le croisement d'approches se situant à toutes les échelles.

Cette manifestation vise à révéler les facettes singulières d'un espace qui suscite beaucoup d'espoirs en même temps qu'il soulève nombre d'interrogations.

Elle se propose d'offrir les clés de lecture (du moins quelques-unes) de ce Mozambique pluriel, entre opportunités et défis.

Elle ambitionne un rapprochement entre les chercheurs de La Réunion et du Mozambique. En d'autres termes, l'interdisciplinarité permettra d'appréhender ce Mozambique pluriel.

Comité d'organisation

Fabrice FOLIO (OIES)

Marie-Annick LAMY-GINER (OIES)

Comité scientifique

Serge BOUCHET (OIES)

Télesphore BROU (OIES)

Yvan COMBEAU (OIES)

Fabrice FOLIO (OIES)

Jean-Michel JAUZE (OIES)

Erwann LAGABRIELLE (ESPACE-DEV)

Marie-Annick LAMY-GINER (OIES)

Nathalie NOEL-CADET (LCF)

François TAGLIONI (OIES)

Jeanne VIVET (Ambassade de France au Mozambique)